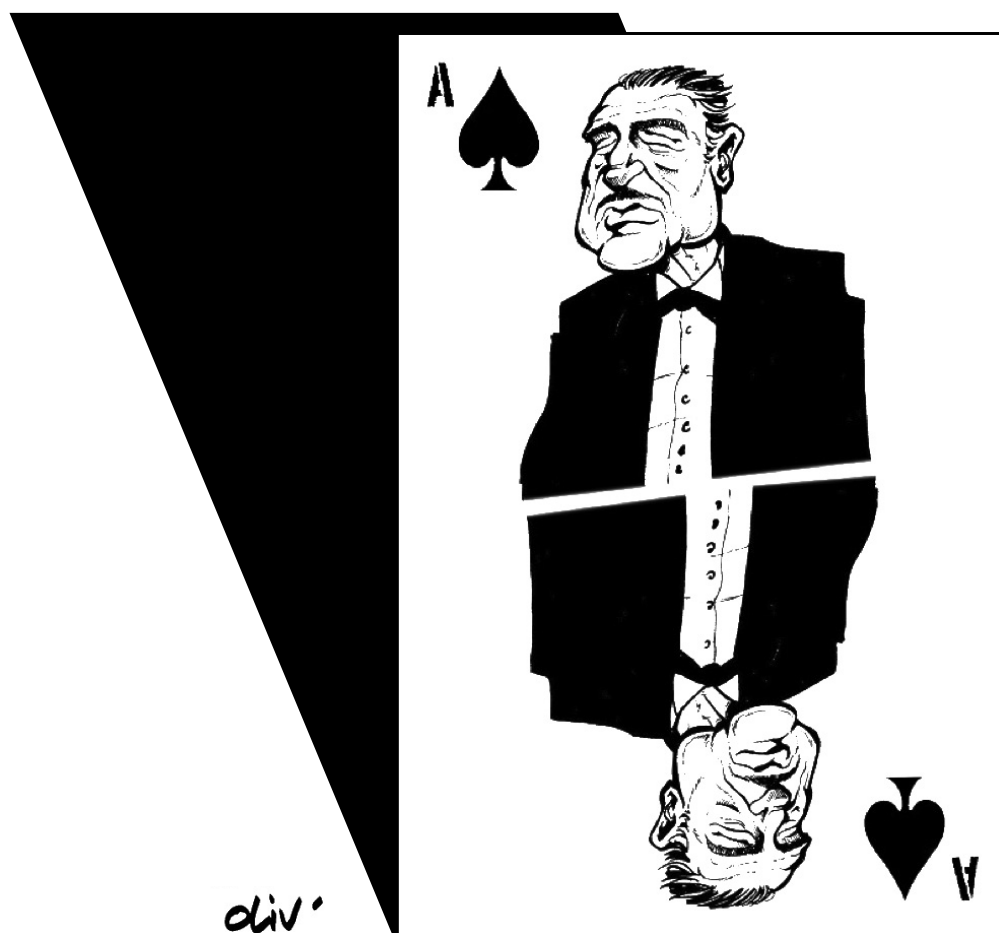


L'OMBRE DU PARRAIN PLANE SUR LE CERCLE CONCORDE

EN **FOUILLANT** UN PEU DANS SA MÉMOIRE, « BAKCHICH » A RETROUVÉ LES **LIENS** QUI UNISSAIENT LE CÉLÈBRE CERCLE DE JEUX AU REGRETTÉ **JEAN-GÉ COLONNA**, LE DERNIER PARRAIN **CORSE**.



**L'OLYMPIQUE LYONNAIS
JOUE À GUIGNOL AVEC
LA BOURSE | P. 7**

**LA GUEULANTE
D'UN GÉNÉRAL SUR
L'AFGHANISTAN | P. 11**

LE CRIME ORGANISÉ N'EST PAS UNE PRIORITÉ SELON DATI

Début juillet, la trépidante Garde des Sceaux s'est rendue sous le beau soleil marseillais. Et pas seulement pour humer les embruns et admirer la Méditerranée. La ministre en a profité pour faire une petite tournée des effectifs avec au menu, notamment, une réunion avec le parquet et la Juridiction Interrégionale spécialisée de Marseille (Jirse).

Et à un malotrus qui a osé lui demander si elle comptait donner plus de moyen aux juges, Dame Dati ne s'est pas démontée : « *La criminalité organisée à Marseille n'est pas ma priorité, le plus important c'est l'exécution des peines* ».

Gouverner, c'est avoir le sens des priorités. Et puis s'il y avait du crime organisé à Marseille, depuis le temps ça se saurait... ①

KARIM WADE, EN ROUTE POUR 2009

La rumeur n'en est plus vraiment une. Le fiston du président sénégalais Abdoulaye Wade fera son entrée, officielle pleine et entière en politique en 2009.

La confession a été soutirée dans les salons de l'Élysée, le 26 août dernier, à l'occasion de la rencontre entre le président Sarkozy et Karim Wade. Et le tremplin choisi par Monsieur K. a du rebond, la mairie de Dakar, jusqu'à présent tenue par Pape Diop. Un homme avec qui s'entend très bien son père, qui, lorsqu'il a recréé le Sénat (dissous par ses propres soins) lui en a confié les rênes... et le grade de n°2 de l'État. Un joli hochet s'il vient à céder son fauteuil de maire... ①

QUAND BAKCHICH PLANTE, L'INTÉRIEUR EST EN MANQUE

Depuis le début de la semaine, assailli par une horde d'internautes de retour de vacances, le site *bakchich.info* a du mal à supporter autant d'attente. Et crée autant de frustration que de manque chez nos lecteurs, même les plus illustres. Ainsi des coup de fil inquiets du ministère de l'Intérieur à la rédaction de *Bakchich*.

« Nous n'arrivons pas à nous connecter, vous avez un problème, votre hebdo sort toujours ? ».

Ne vous inquiétez pas, les soucis que connaît le site seront bientôt de vagues souvenirs ①

SOMMAIRE

FRANCE

2 ➔ « Je ne suis pas ta petite Rachida »

3 ➔ L'ombre du parrain

6 ➔ La Défense, autant couvée par Guéant que par Devedjian

7 ➔ L'OL joue à Guignol avec la bourse

16 ➔ La Fédé de foot, repaire de journalistes

MONDE

11 ➔ La gueulante d'un général sur le fiasco français en Afghanistan



8 | ASKOLO-VITCH RETOURNE SES VESTES



L'ARMÉE FRANÇAISE RETOURNE AUX FONDAMENTAUX | 9

12 ➔ Drôle de retour français au Proche-Orient...

13 ➔ Un conseil des ministres des transports européens anti-écologie

14 ➔ Bye-bye Ehud Barak ?

PLUS

15 ➔ L'agenda de Philippe Boucher : Honteux

➔ Le prince Pokou / J'accueille

« Je ne suis pas ta petite Rachida, je n'ai pas besoin de toi »

SARKO & CIE DANS LE **DOSSIER** QUE « LE POINT » CONSACRE CETTE SEMAINE À RACHIDA DATI, SI L'ON N'APPREND PAS QUI EST LE **PÈRE** DE SON FUTUR ENFANT, ON DÉCOUVRE EN REVANCHE QUI DÉFINITIVEMENT NE FAIT PAS PARTIE DE SA **FAMILLE**.

Rachida profite en effet de sa nouvelle exposition médiatique pour tacler durement Patrick Devedjian et Jean-Louis Borloo. Du patron de l'UMP, elle confie au *Point* avoir été « *meurtrie par les médisances que Patrick Devedjian, convaincu de sa propre légitimité à occuper le ministère de la Justice, colportait sur son compte* ». Et Rachida de préciser que, tentant de se rattraper en l'invitant à dîner « *fin juillet 2007* », Rachida fit répondre qu'elle n'était pas libre : « *ni le 26, ni jamais ! Jamais !* » Quant à Jean-Louis Borloo, il a également droit à son avoine. Ra-

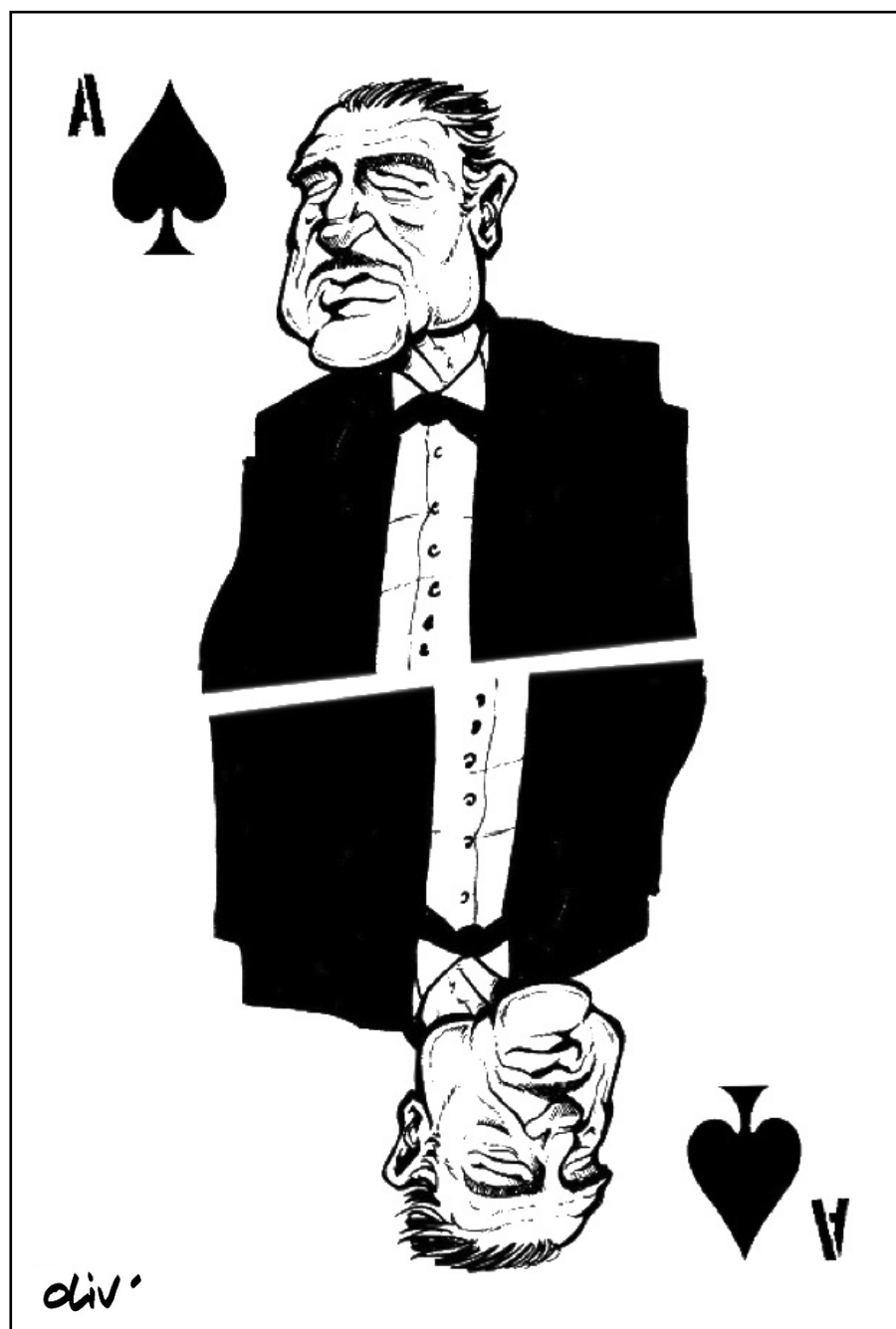
chida Dati explique qu'au moment des déboires judiciaires de ses frères, au sortir d'un Conseil des ministres à l'été 2007, Borloo lui a tapoté l'épaule en lui disant « *ma petite Rachida, on te soutient* ». Réplique furibarde de Rachida : « *Je ne suis pas ta petite Rachida, (...) tu dirais ça à Christine Lagarde ? A Michèle Alliot-Marie ? En plus, tu me dis ça maintenant que c'est fini. Je n'ai pas besoin de toi !* »

À bon entendeur salut ... ✱

GARI JOHN

L'OMBRE DU PARRAIN PLANE ENCORE SUR LE CERCLE CONCORDE

INSULARITÉ LE NOM DE **JEAN-GÉ COLONNA**, PARRAIN DE LA **CORSE**-DU-SUD JUSQU'À SA MORT LE 1^{ER} NOVEMBRE 2006, PONCTUE L'ENQUÊTE SUR LE **CERCLE CONCORDE**. UNE RAISON DE PLUS POUR PAUL LANTIÉRI, PATRON DE L'ÉTABLISSEMENT, DE CONTINUER SA **CAVALE**. COLONNA EST MORT ET SES AFFIDÉS TOMBENT UN À UN SOUS LES **BALLES**.



Un seul être vous manque. De tous les acteurs de la truculente affaire du cercle de jeux concorde, le rôle principal manque toujours à l'appel. En cava

vale depuis bientôt un an, Paul Lantiéri, personnage haut en couleur et assez friand des « spotlights » n'a pas réapparu. Ni le petit chien qu'il aime à porter dans ses bras. L'ancien gérant de la brasserie le Rich, attenante au Cercle de jeux a pris la poudre d'escampette sitôt le coup de filet – organisé pour blanchiment, extorsion, etc, en bande organisée – déclenché en novembre 2007 par la Juridiction interrégionale spécialisée de Marseille.

Ses petits camarades alpagués au passage auraient sans doute préféré qu'il sorte du bois. Au premier rang desquels François Rouge, le banquier qui a en grande partie financé la réouverture du Cercle et qui s'est rendu compte un peu tard qu'il traînait avec « un milieu de truand auquel il ne connaissait rien », dira-t-il en audition. « J'ai été trahi ». Certes. Après 10 mois de préventive à la prison de Baumettes, le petit Suisse a eu l'autorisation de sortir de cabane. Mais pas de quitter le pays, lesté de plusieurs chefs de mise en examen et alourdi d'une caution de 300 000 euros.

Sans doute un accès irrésistible de timidité pousse-t-il Lantiéri à ne pas se présenter aux policiers. Ou peut-être la crainte de se faire gronder. Au hasard par le « vieux monsieur », qui lui parle comme « à un fils », selon les écoutes judiciaires réalisées, et identifié par plusieurs des mis en examen comme étant Roland Cassone, présumé parrain du milieu Marseillais à la réputation sulfureuse. Ce sympathique maçon de Simiane, la soixantaine rayonnante, a connu ses premiers mois à l'ombre dans

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

L'OMBRE DU PARRAIN | SUITE

cette affaire. De décembre 2007 à août 2008. Expérience fort déplaisante pour

Les flics ne sont pas loin du tout de penser la même chose. Trop peu d'envergure

Tant d'attente suscitée, tant d'explications à donner, cela peut vous faire perdre vos moyens. « Lantiéri, c'est une trompette », résumant en chœur le Milieu, « on l'a mis là et il a merdé, c'est pour cela qu'il se terre ».

ce rescapé de toutes les guerres internes au milieu marseillais depuis les années 60.

Et le clan Frédéricci, dont la tête Ange-Toussaint et son frère Jean-François, tout comme leur ami Jacques Butafoghi traînent aussi leurs guêtres à l'ombre, aimeraient bien aussi revoir M. Paul. Tant d'attente suscitée, tant d'explications à donner, cela peut vous faire perdre vos moyens. « Lantiéri, c'est une trompette », résumant en chœur le Milieu, « on l'a mis là et il a merdé, c'est pour cela qu'il se terre ». Comme un écho, chacune des personnalités rencontrées par Bakchich minore son rôle, son influence, et troque parfois le « trompette » par « c'est une pipe ». Bref, Paul, s'il a fait ses preuves pour inviter des personnalités du show-biz dans ses soirées, que ce fut à feu la discothèque Amnésia, ou pour la soirée d'inauguration du cercle (qualifiée en son temps par le *Figaro* d'événement people de l'année), ne sait rien gérer. Et n'a pu être mis à la tête de l'opération par la seule grâce de son charisme. Ni par la force. « Les Frédéricci sont des braqueurs pas des gestionnaires, en aucun cas ils n'auraient pu monter une boîte comme le Cercle, qui nécessite beaucoup d'appuis, financiers et autres », balaie un fonctionnaire enamouré de l'île de Beauté.

re le Paul. Ses petits camarades qui ont investi des sommes sonnantes et trèsbuchantes ne l'ont pas fait sur sa seule demande. Un rapport de la direction de la police judiciaire d'Ajaccio, daté du 28 juin 2007, lâche un joli nom. « La question d'une extorsion de fonds menée par Lantiéri ou un investisseur occulte, - probablement Jean-Gé Colonna - est posée. » Feu Jean-Gé, une légende du milieu Corse, ancien de la French Connection, évadé en pyjama en 1975, considéré par la commission d'enquête parlementaire sur la Corse de 1998 comme le seul parrain d'influence de l'île. Et très au fait de l'univers des jeux. Ses protégés, Michel Tomi et Robert Féliciaggi (assassiné en 2006) étaient plus connus sous les noms « d'empereurs des jeux africains ». Et Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur n'était pas vraiment un étranger pour lui, plutôt une bonne connaissance (cf. encadré).

« Bah dès qu'il y a quelque chose de louche, lié à la Corse-du-Sud, on dit c'est Jean-Gé, éructe un ancien grand flic passé par l'île de Beauté. Mais Jean-Jé c'est le plus grand échec de la Police judiciaire depuis quinze ans. On ne l'a coincé que sur son travail à la supérette de sa femme. »

Certes. Et le Cercle Concorde n'a été officiellement inauguré que le 30 no-

vembre 2006 soit un mois après que le maître de Corse-du-Sud ne casse sa pipe lors d'un accident de voiture...

Mais la flicaille n'est pas la seule à sentir l'ombre de Jean-Gé sur le Cercle Concorde.

L'un des clans, qui dispute la prédominance au sein du Cercle à Lantiéri, sent le vent tourner.

« Le 1^{er} novembre, la mort de Jean-Gé Colonna dit Jean-Gé, préoccupait Leneveu et Edmond Raffali (deux membres de la direction du Cercle) qui se demandaient si ça allait modifier plein de choses », pointent les enquêteurs, en permanence « branchés » sur les conversations qui ont trait au Concorde.

Et les conversations se révèlent même bien plus précises.

« Le positionnement de la troisième partie des financiers de Corse-du-Sud représenté par Jean-Paul Suzini est incertain, ces derniers semblent affaiblis. Leur perte d'influence peut se rapporter au décès de Jean G. Colonna désigné au cours d'une conversation comme étant l'associé représenté par Suzini ».

Encore une raison pour Lantiéri de se ballader incognito. Depuis bientôt un an, les anciens affidés de Jean-Gé tombent les uns après les autres. Assassinat. Des deuils à répétition qui lui inspire le silence, le recueillement, et la prudence... *

XAVIER MONNIER



« Pinelli cependant semble avoir été contraint d'entrer dans l'opération, dont il essaie désormais de tirer un bénéfice. La question d'une extorsion de fonds menée par Lantiéri ou un investisseur occulte - probablement Jean-Gé Colonna - à son encontre est posée ».

Les écoutes téléphoniques pratiquées lors de l'enquête éclairent le rôle majeur de Colonna à l'intérieur du cercle...

Le positionnement de la troisième partie des financiers de corse du sud représentés par Jean Paul SUZINI est incertain, ces derniers semblent affaiblis. Leur perte d'influence peut se rapporter au décès de Jean G. COLONNA désigné au cours d'une conversation entre LE NEVEU et MOCHEFF comme étant l'associé représenté par SUZINI.

Le 1^{er} novembre 2006, la mort de Jean Baptiste Jérôme dit « Jean Gé » COLONNA préoccupait LENEVEU et Edmond RAFFALI qui se demandaient si « ça allait modifier plein de choses ».

↑ ... si bien que la mort du Parrain change la donne.

← Extraits d'un rapport de synthèse du SRPJ d'Ajaccio daté du 27 Juin 2007 mettant en cause Jean-Gé Colonna, déjà décédé, dans l'établissement

Le cercle Concorde : un résumé

CONTE CORSE LA TRUCULENTE **SAGA** D'UN CERCLE DE JEUX QUE **SE DISPUTAIENT** DES CORSES, DES MARSEILLAIS ET UN BANQUIER SUISSE.

Pour rouvrir le cercle de jeux Concorde fermé depuis 1987, un précieux sésame est nécessaire : un arrêté du ministère de l'Intérieur, autorisant son ouverture. Il tombe le 19 juillet 2005, à la stupeur de nombreux observateurs du monde des jeux. Et alors que Nicolas Sarkozy est revenu Place Beauvau depuis moins de deux mois.

Trois clans se partagent la gestion du cercle : les Raffali, patrons historiques du lieu, les Lantiéri-Rouge, les financiers, et le clan Fédéricci, « gros bras » de la bande. Las très vite, les trois clans se disputent. Malgré l'inauguration en fanfare du 30 novembre 2006. Malgré aussi l'entraide qui a prévalu entre Fédéricci et Lantiéri, lors de la tuerie des Marronniers le 6 avril 2006, à Marseille. M. Paul, à cette occasion, aidera Ange-Toussaint Fédéricci, blessé à se faire hospitaliser discrètement dans une clinique à Marseille.

La fusillade, qui laisse trois morts sur le carreau, vaut à Fédéricci et à Lantiéri une mise en examen en janvier. Plus chanceux que son comparse, Lantiéri est laissé en liberté, mais

doit affronter les problèmes de gestion du cercle.

Très vite, les Raffali et les Fédéricci lui reprochent de trop taper dans la caisse et de ne pas leur reverser assez de fonds. Malgré l'intercession d'un « vieux monsieur », en qui certains reconnaissent Roland Cassonne, le climat n'est pas à l'apaisement. Lantiéri est évincée du Cercle. Que d'aventures...

Toutes ses tentatives pour reprendre la contrôle avec son ami Rouge échouent. Et les flics, qui ont suivi toutes ces pérégrinations, mettent fin à l'aventure du Concorde en novembre 2007, en arrêtant les principaux protagonistes de la maison de jeux, qu'ils soupçonnent d'être une « blanchisseuse du milieu ». Mais quelques-uns des acteurs courent toujours, notamment Paul Lantiéri.

Et les observateurs de s'interroger tant sur la fuite de Monsieur Paul, que sur l'étonnante bienveillance des autorités pour un cercle où se sont croisés nombre de figures connues des services de police deux ans durant ✱

XAVIER MONNIER

Jean-Gé feu le parrain

IN MEMORIAM COMMENT UN HOMME QUI ARRIVE À S'ÉVADER DE PRISON EN PYJAMA PEUT DEVENIR UN MYTHE INSULAIRE.

Ancien de la French connection, mythique équipée mafieuse corse, parrain désigné de l'île de Beauté par un rapport de mission parlementaire présidée par Jean Glavany en 1998, feu Jean-Baptiste Colonna, dit

Jean-Gé, était un homme humble et modeste.

Le natif de Pila-Canale s'est toujours présenté comme l'honnête salarié de la supérette de sa femme, qui dans sa jeunesse, pêcha durement pour venger son

père en déssoudant lui-même les meurtriers présumés de ce dernier.

Dès les années 70 pourtant, Jean-Jé a intéressé les services de police. Et pas n'importe quel poulet ! La SRPJ de Marseille et plus particulièrement sa section stupéfiants, alors sous la coupe du célèbre commissaire Lucien Aimé-Blanc.

Le compte-rendu d'enquête sur commission rogatoire, daté du 11 février 1975 et que *Bakchich* a déjà publié in extenso sur son site (cf. « Requiem for a Colonna »), détaille par le menu un convoi d'héroïne vers les États-Unis. Au passage apparaît le nom de « Jean-Bap-

tiste Colonna, dit Jean Jérôme ou Jean-Gé, né le 24 janvier 1939 à Sartène (Corse) ». Sans doute un homonyme.

« Les premières investigations, décrit le commissaire Aimé Blanc, ont permis d'identifier Paul Pajanacci comme étant le fournisseur des quantités élevées de stupéfiants [...], ses associés n'étant autres que Vincent Colonna d'Istria, Jean Baptiste Colonna et Alexandre Colonna d'Ornano, triplée colonnes chargée de surveiller le déroulement des opérations, de rapatrier l'argent d'Amérique ».

Et l'enquêteur de préciser que « la majorité des individus mis en cause sont véritablement des trafiquants internationaux, connus et repertoriés par les différents services spécialisés, qu'ils soient américains, français ou autres. »

Malgré ces précisions, « Jean-Gé » ne passera que quelques mois en prison. Après avoir été condamné à 17 ans de réclusion, en 1978, la cour d'appel d'Aix oublia de le rejurer en appel. Après dix ans de cavale, il rentra tranquillement en Corse en 1985. Et son nom fut aussi étrangement rayé du fichier du grand banditisme, en 2001. Entouré des réseaux Pasqua, du monde des jeux corsicaïns (Tomi-Feliciaggi) et de ses amis de l'assemblée territoriale, l'homme qui ne voulait être parrain, a mené une vie paisible, loin des tourments judiciaire. Et s'est éteint, sans jamais plus être inquiété par les services de police. Mais son ombre rôde toujours... ✱

XAVIER MONNIER



© G.

La Défense, autant couvée par Guéant que par Devedjian

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE UN ANCIEN DE LA MAIRIE DE PARIS VA ÊTRE NOMMÉ À LA TÊTE DE LA DÉFENSE, LE PLUS GRAND QUARTIER D'**AFFAIRES** EN EUROPE. PHILIPPE CHAIX A ÉTÉ **ADOUBÉ** BIEN SÛR PAR LE PATRON DU DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE, MAIS AUSSI PAR LE BRAS DROIT DE **SARKOZY**. TOUS DEUX ONT ENTERRÉ SUR CE DOSSIER LA HACHE DE GUERRE. UN SIGNE QUI NE TROMPE PAS SUR L'**IMPORTANCE DU POSTE...**

La nomination probable, ce mercredi 4 septembre, du nouveau patron de l'Epad, la structure d'aménagement de La Défense, relève de l'équilibrisme de haut vol. Pour prendre les manettes du premier quartier d'affaires européen, soit 160 hectares et 3 millions de mètres carrés de bureaux aux portes de Paris, Philippe Chaix, grand favori pour ce poste envié, a été choisi à la fois par Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, et par Claude Guéant, omnipotent numéro deux de l'Élysée.

Signe que l'ancien fief électoral de Nicolas Sarkozy reste surveillé en haut

Signe que l'ancien fief électoral de Nicolas Sarkozy reste surveillé en haut lieu et que Devedjian n'a pas toute la latitude à laquelle il pourrait prétendre, le bras droit de Sarko rue du faubourg Saint-Honoré ne s'est en effet pas gêné pour

lieu et que Devedjian n'a pas toute la latitude à laquelle il pourrait prétendre, le bras droit de Sarko rue du faubourg

Saint-Honoré ne s'est en effet pas gêné pour mettre son nez dans le dossier. Signe également que la guerre de tranchées entre Devedjian et Sarkozy est parfois susceptible de quelques cessez-le-feu opportuns.

Comme l'a annoncé *Le Parisien* le 29 août, Philippe Chaix, actuel secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, devrait succéder à Bernard Bled, ex-bras droit de Jean Tibéri et président de l'Epad depuis 2004. Ce sous-préfet nommé en 2003 à un beau poste, aux Andelys, par la grâce de Claude Guéant, alors « dir-cab » de Sarkozy au ministère de l'Intérieur, est un ancien avocat dont le nom est apparu au détour de l'affaire des faux électeurs du troisième arrondissement de Paris. Chargé de mission au cabinet de Chirac dès 1986, conseiller puis conseiller municipal RPR de la capitale, l'homme aurait rendu quelques services à Jacques Dominati, dont il est alors proche. De menues peccadilles électorales comme l'époque Chirac en a vu passer quelques unes...

Secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine depuis 2006, Philippe Chaix va se voir parachuté à la fois à la tête de l'Epad et de l'Epasa, l'Établissement Public Seine-Arche, en fait la structure d'aménagement de Nanterre, faisant râler au passage quelques élus de cette ville communiste. Le maire de Nanterre, Patrick Jarry (PC), préside l'Epasa et l'idée de se voir flanqué d'un directeur général issu des rangs chiraquo-sarkozystes le fait frémir... Mais le fait de voir nommé dans ces deux établissements publics un ancien de la préfecture, qui fut donc à ce titre responsable de leur contrôle, ne chagrine pas grand monde. Les règles d'incompatibilité de la fonction publique le supporteront-elles ?

LAURENT LÉGER

SCANDALE DE LA DÉFENSE : L'ANALYSE DE BEN LADEN



Transferts : L'OL joue à Guignol avec la bourse

FOOTBALL CLUB DE FOOT À LA **RÉUSSITE** AUSSI INSOLENT, QU'EST AGAÇANT SON PRÉSIDENT, JEAN MICHEL AULAS, L'OLYMPIQUE LYONNAIS A PERDU **10 MILLIONS D'EUROS** DURANT LA SAISON DES TRANSFERTS... SI L'ON SE RÉFÈRE À SON PROPRE DOCUMENT D'INTRODUCTION EN **BOURSE**.

Oyez, oyez, le marché des transferts de joueur de football est clos pour cet été. Sur un vrai pied de nez. Une révélation. Un peu de piment dans cette immense foire aux bestiaux que d'aucuns appellent mercato, ouvert du 26 mai au 1^{er} septembre^[1], finalement assez terne. Aucun grand feuilleton à rebondissement (hormis un petit soap-opéra d'une semaine à propos du transfert de Ben Arfa de Lyon vers Marseille), aucun coup d'éclat, aucune grande tirade. Décevant. Pas même un grand discours du président lyonnais Jean-Michel Aulas, toujours prompt à donner des leçons aux airs de grand guignol, hommage inconscient au héros de la capitale de Gaules sans doute.

Heureusement, Bakchich peut lui fournir un motif de révolte à ce grand tourmenté qui s'est jadis plaint « *de ne pouvoir écrire le jour du match dans l'Équipe, c'est un scandale* ». Oui c'est officiel, pendant l'été, l'Olympique Lyonnais, son club, s'est fait gruger. Et pas de peccadilles, une dizaine de millions d'euros envolés sur le marché des transferts. Une arnaque en bonne et due forme, si l'on se réfère au document d'introduction en bourse du club, disponible depuis le début de l'année 2007.

La jolie présentation de l'OL s'avère riche de 289 pages et de quelques incongruités. Si le laïus sur les « *risques liés au dopage* », contre lesquels l'OL « *n'est pas en mesure d'assurer que chaque membre de son personnel sportif et de son encadrement respecte la réglementation*

en vigueur en la matière » a déjà fait tiquer Thomas Nardone, l'auteur de la seule biographie d'Aulas, les références à la valeur des joueurs sont particulièrement étonnantes de la part du club érigé en modèle économique français.

Que ce fut pour la « *valeur net comptable* » de ses joueurs et de son effectif ou leur prix sur le marché des transferts, OL groupe se réfère à... un site allemand, <http://www.transfermarkt.de> aux méthodes de calculs fort savantes certes, mais un brin aléatoires (cf. encadré). Des manières un peu cavalières pour jauger la valeur des principaux « actifs » d'une société cotée en bourse. « *Franchement n'importe quoi* », ose même un analyste financier consulté par Bakchich.

D'autant qu'à y regarder de plus près, la cellule de recrutement du club n'a pas respecté les consignes boursières cet été. Au rayon achat, l'OL a recruté six joueurs, pour un montant officiel de 41 millions d'euros. 3 millions d'euros de trop si l'on se réfère, comme le fait le document d'introduction de l'OL en bourse, au site allemand.

Grand vainqueur des « *surpayés* », le Brésilien Ederson, débauché contre 14 millions d'euros, quand seuls 11 lui sont accordés de l'autre côté du Rhin. Le suivant de peu, le Camerounais Jean Makoun, 14 millions aussi contre 12,5 sur transfermarkt et le Ghanéen John Mensah, 8,5 contre 7,5. Dernier de cor-dée, l'attaquant international (si si) Frédéric Piquionne, évalué à 7 millions en Allemagne et dégotté pour 4,5. Seuls le



gardien Lloris et le milieu Pjanic ont été acheté au juste prix.

Et non seulement, l'OL s'est fait gruger à l'achat, mais aussi à la vente. Une rapine de quelques 7 millions d'euros. Les cinq joueurs à avoir quitté les bords du Rhône contre monnaies sonnantes et trébuchantes ont rapporté 33,5 millions...quand le référent d'outre-Rhin les estime à 40,5 millions d'euros. Dans le détail, Ben Arfa (12 millions contre 10 estimés), Milan Baros (5,5 contre 4,5) et Loïc Rémy (8 contre 6) ont été de bonnes affaires comptables. Coupet, (1,5 contre 5) et Squillacci (6,5 contre...15). Des arnaques de haut vol.

À moins que les critères d'évaluation du sieur Aulas – et présenté aux actionnaires – ne relèvent du grand Guignol. Normal dans la capitale des Gaules.

XAVIER MONNIER

LES MÉTHODES DE CALCUL DE TRANSFERMARKT

Pas vraiment sexy, le modèle de calcul de valeur d'un joueur du site transfermarkt obéit à des critères fort strictes. Leur système regroupe tous les joueurs par « *paquets* » (les joueurs du même âge, jouant au même poste, ayant sensiblement le même nombre de matches au compteurs, dans des clubs de haut, milieu ou bas de tableau et présentant les mêmes caractéristiques contractuelles telles le nombre d'années de contrat restant à courir etc...). Ces groupes vont ensuite être analysés du point de vue des prix de transferts à partir des transactions effectives. De la sorte, ils déterminent un prix moyen du joueur de chacun de ces paquets. Ce prix évolue continuellement en fonction des nouvelles transactions constatées sur chacun des « *paquets* ». D'où certains aléas.

X.M.

[1] Le 31 août tombant un dimanche, les instances du football, en l'occurrence la LFP, a décidé d'accorder une rallonge de 24 heures aux clubs

Askolovitch retourne ses vestes

MÉDIAS LE SUJET A DÉJÀ ÉTÉ DISCUTÉ AILLEURS MAIS IL EST NÉCESSAIRE D'Y REVENIR. CAR C'EST UNE LEÇON POUR LES APPRENTIS **JOURNALISTES**. SI VOUS VOULEZ ATERRIR À UN **POSTE** IMPORTANT DANS L'UNIVERS **MÉDIATIQUE** FRANÇAIS, IL VOUS FAUT CHOISIR UN COMBAT PORTEUR ET SAVOIR **PLAIRE AU POUVOIR**.

Claude Askolovitch vient de le montrer avec panache. Ancien de *L'Événement du Jeudi* et de *Marianne*, il vient de quitter *Le Nouvel Obs* pour devenir rédacteur en chef au *Journal du Dimanche* et éditorialiste politique à Europe 1. Deux médias qui appartiennent à Lagardère, le « frère » de Super Sarko. Mais tout cela est sans doute un hasard.

Pour faire carrière, Asko, ancien journaliste sportif, a trouvé une bonne méthode. Au *Nouvel Obs*, il a suivi le Front

Nouveau Zola, le voici donc allant de plateau en plateau en multipliant les « J'accuse Siné d'antisémitisme ».

national et le mouvement altermondialiste. Une bonne idée au moment où certains dénonçaient une alliance « rouge-brun ». Dès 2003, il accuse d'antisémitisme Tariq Ramadan, auteur d'un texte où il accuse des intellectuels français juifs de n'être guidés que par le soutien à Israël. Il flingue aussi Bernard Langlois parce que celui-ci a pris la défense de Pascal Boniface, accusé lui aussi d'antisémitisme. Ensuite, Asko a cultivé son look de beauf (on l'a entendu un jour sur LCI lâcher face à une consœur : « je m'en bats les couilles ») dans de multiples chroniques radio et télé (RTL, LCI et La Chaîne

Parlementaire) avant d'aider Éric Besson à rédiger un pamphlet anti-Ségolène « Qui connaît Madame Royal ? »

Et puis vient l'affaire Siné. Le dessinateur a brodé dans *Charlie Hebdo* sur l'opportunisme du fils de Super Sarko : « Jean Sarkozy, digne fils de son paternel et déjà conseiller général de l'UMP, est sorti presque sous les applaudissements de son procès en correctionnelle pour délit de fuite en scooter. Le Parquet a même demandé sa relaxe ! Il faut dire que le plaignant est arabe ! Ce n'est pas tout : il vient de déclarer vouloir se convertir au judaïsme avant d'épouser sa fiancée, juive, et héritière des fondateurs de Darty. Il fera du chemin dans la vie, ce petit ! ». Asko y a vu immédiatement une dimension antisémite. Mais au lieu de faire profiter de sa trouvaille à son hebdo, qui a un site Internet bien fréquenté, il a lâché sa bombe sur RTL, afin d'avoir le maximum d'impact médiatique ?

Nouveau Zola, le voici donc allant de plateau en plateau en multipliant les « J'accuse Siné d'antisémitisme ». On connaît la suite : Philippe Val, qui a fini par intégrer l'establishment politico-médiatique parisien sous la férule de la bande à BHL, a décidé de virer Siné. Polémiques, pétitions, etc.

Et Asko dans tout ça ? On imagine que ses multiples sorties ont dû plaire en haut lieu. À l'époque où il était ministre de l'Intérieur, Super Sarko se vantait à New York et en Israël d'avoir fait reculer l'antisémitisme en France. Avec Asko à ses côtés, nul doute que la bataille sera encore plus facilement gagnée. Et c'est ainsi qu'au cœur de l'été, le journaliste du *Nouvel Obs* est devenu un pont du groupe Lagardère. Il fait du chemin, ce petit. Et il fait ce qu'on attend de lui. Sur Europe 1, il tresse les lauriers pour Super Sarko et dans le *JDD*, il dézingue à tout va le Parti socialiste (voir son article sur François Hollande « Hollande, l'enterrement du Fossoyeur » dans le *JDD* du 31 août). Les jeunes journalistes qui veulent réussir à Paris savent ce qu'il reste à faire ✱

PAUL LITZER



↑ Claude Askolovitch

L'ARMÉE FRANÇAISE RETOURNE AUX FONDAMENTAUX

FRANCE-AFGHANISTAN JUSTE AVANT D'ÊTRE NOMMÉ LE 1^{ER} SEPTEMBRE DIRECTEUR DU **RENSEIGNEMENT** MILITAIRE, LE GÉNÉRAL PUGA A FAIT UNE DERNIÈRE **SAILLIE** EN TANT QUE N°2 DES OPÉRATIONS DE L'**ÉTAT-MAJOR** DES ARMÉES, EN DÉVOILANT DES OBJECTIFS SAVOUREUX POUR L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFGHANISTAN, LE 28 AOÛT. FAIRE LA GUERRE ET GAGNER LES **COMBATS**.

LE POIDS DE L'EXPÉRIENCE COLONIALE



Pendant que le général en retraite François Cann s'épanchait par écrit sur l'embuscade en Afghanistan du 18 août, où dix soldats français ont péri, le général Puga, nouveau directeur de la Direction du renseignement militaire (DRM) donnait exceptionnellement une conférence de presse sur le même sujet le 28 août, en tant que numéro deux des opérations à l'État-major des armées. Pour lui, la France en Afghanistan doit infliger « une sacrée raclée à l'adversaire »... Ce qui signifie en clair faire la guerre et gagner les combats. Cette guerre, la voilà : sur le terrain, les contingents français luttent contre des « insurgés » et des « rebelles ». Ceux-ci « ressemblent » à s'y méprendre « aux paysans croisés dans les villages » afghans. Et ils « connaissent parfaitement le terrain ». Normal, c'est encore un peu chez eux... Terroristes étrangers d'Al-Qaida déguisés en locaux ou pas, ce sont d'abord à des combattants « aguerris et endurants » que les soldats ont affaire, reconnaît le général. Contre eux, ils mènent, comme ce 18 août, « un combat difficile et coûteux en vies humaines ». Voilà ce que les Français et les responsables politiques doivent savoir de la réalité de cette « lutte contre le terrorisme » - argument officiel de la présence des bidasses tricolores dans le pays-, quand elle a les mains dans le cambouis. Reste à mettre tout en œuvre pour gagner les combats. Même asymétrique, la guerre a ses vieilles recettes : le coup de l'affichage. Dix soldats français tués dans une opération ayant mobilisé 500 personnels de la coalition. Sans compter le renfort aérien, contre « une quarantaine » de Talibans mis hors de combat, c'est ce qu'on appelle

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

ARMÉE FRANÇAISE | SUITE

une « mission réussie » chez les gradés de la hiérarchie militaire... Et c'est le général qui a « suivi cette

actualisés des pertes ennemies confirment à la fois la tendance à la hausse et un élargissement des ci-

Reste à mettre tout en œuvre pour gagner les combats. Même asymétrique, la guerre a ses vieilles recettes : le coup de l'affichage.

bataille en direct toute l'après-midi puis toute la nuit » qui vous l'affirme, droit dans ses bottes : « l'adversaire a été repoussé et durement touché ». Voilà ce que l'ennemi doit savoir : c'est lui qui a perdu. Merci de relayer. Les familles des soldats tués et leurs camarades encore au front comprendront : ce message est un « leurre » destiné à déstabiliser l'adversaire et affecter son moral. Plutôt bon signe. Preuve que l'armée française connaît mieux son ennemi. Au point d'utiliser ses armes. À cette différence près : aux Talibans la propagande, à l'armée française la contre-propagande.

Quant à la paix en Afghanistan, elle reste évidemment à construire et, pour cela, il faut d'abord « sécuriser » le pays. Les missions de reconnaissance, comme celle du 18 août, relève de cet objectif fixé par l'OTAN aux forces de la coalition. Ce qui veut dire « être présent sur le terrain et se l'approprier », comme le résume le général Puga. Et plus d'hommes en terrain ennemi conduit à provoquer plus de réactions de sa part. D'où, « l'accroissement des opérations des insurgés. Il s'agit là d'une adaptation à l'augmentation des opérations menées par la coalition ». Logique. À force de « pacifier », donc, les forces françaises ont observé des transformations. « L'ennemi a changé. Il s'est adapté aux techniques de combat des armées occidentales et sa stratégie d'action a évolué », constate le haut gradé. Logique. Plus de troupes étrangères auxquelles se frotter, c'est autant d'occasions pour les Talibans d'en apprendre toujours davantage sur les tactiques opérationnelles.

Côté communication, les Talibans témoignent d'ailleurs depuis le début août d'une confiance sans faille à l'égard de la victoire promise contre « les forces occupantes ». Les bilans comptables soigneusement

bles. En quelques jours et deux opérations, la case réservée aux « forces françaises » s'est brutalement gonflée de six, puis de quatre morts, tous dans la région Est du pays, nouvellement investie par les renforts français envoyés sur décision présidentielle. Et la bonne nouvelle commençait à se répandre dans les montagnes afghanes.

Les premiers à annoncer l'opération du 18 août n'auront pas été les équipes de l'Élysée mais bien les Talibans. Sans les chiffrer, le communiqué faisait état de « pertes lourdes » du côté des soldats français au cours « de violents affrontements pendant une heure », conduisant l'ennemi « à se retirer ». Pire. Le 21 août, au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy à Kaboul, les Talibans, qui n'en demandaient pas tant, remettaient ça, motivés. « Cette perte de l'ennemi n'a pas seulement eu pour effet de créer la peur au sein de l'ensemble des forces occupantes, mais elle a aussi forcé le président d'un « grand » pays - d'après ce que les gens disent - comme la France, à se rendre en urgence en Afghanistan ». Quelle marque de reconnaissance de la capacité d'action des Talibans !

Tant d'intérêt à la cause afghane mérite d'être prise en compte et honorée. Aussi conseillent-ils à la France de Nicolas Sarkozy, qui « envoie des soldats pour satisfaire les États-Unis » de « ne pas sacrifier son crédit national et international sur l'autel des intérêts américains » et mettre ainsi en péril « les relations positives que le peuple afghan fier veut tisser avec elle »... Persister dans ce sens ne pourra que « forcer les Afghans (sic) à reproduire à l'encontre de l'un ou l'autre des pays appartenant aux forces d'occupation des attaques et des pertes similaires »... À se demander à qui le général Puga a le plus envie d'envoyer « une sacrée raclée » !

ANNE GIUDICELLI

↓ Brèves & CAUCHEMARS

LE PATRON DU RENSEIGNEMENT INTERIEUR EN SYRIE AVEC SARKO

Nicolas Sarkozy a emmené dans ses bagages en Syrie un invité discret, le patron de la toute nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur. Bernard Squarcini, ancien numéro deux des RG et ex-patron de la DST avant la fusion de ces deux services du ministère de l'Intérieur, est connu pour être un expert de la Corse. En sus de rencontres avec ses homologues du renseignement syrien, Squarcini aura probablement avec Sarkozy un entretien sur l'affaire Clavier, l'ami du président dont la villa a été visitée par des visiteurs nationalistes, et qui a entraîné l'éviction d'un de ses proches, Dominique Rossi, coordinateur de la sécurité en Corse.

UN EXPERT SÉNÉGALAIS PRIS DE LA FIEVRE CHINOISE

Aly Sow, président du Centre d'études pour les politiques de développement du Sénégal, remporte la palme d'or du lèche-cul toute catégorie. L'expert en financement et développement sénégalais a affirmé tout de go que « les détracteurs de la Chine, qui avaient essayé de saboter la flamme olympique, doivent « croupir de dépit » à la grande satisfaction du grand peuple chinois et des démocrates du monde entier », nous rapporte l'Agence Chine Nouvelle, heureuse d'interviewer un converti de l'Amitié Sino-africaine. Ce spécialiste en remet même une couche. « D'un État sous développé, la Chine est passée, en 50 ans, à un État hautement industrialisé, premier partenaire de l'Afrique en matière de coopération économique et financière », exulte Aly Sow. Le cireur de pompes en chef devrait revoir ses copies. Dans un discours prononcé au Forum de Finance pour le Développement et la Coopération Chine-Afrique, organisé au printemps 2007, Gao Jian, vice-président de la Banque de Développement de Chine, apparemment plus au fait des réalités que son mauvais élève Aly Sow, avait expliqué que « la Chine était le troisième partenaire commercial pour l'Afrique, juste après les États-Unis et la France ».

FRANÇAIS MORTS EN AFGHANISTAN

Depuis la perte de 10 de leurs hommes, les familles des soldats du 8^e RPIMA qui servent en Afghanistan n'aiment pas les journalistes et le font savoir sur leur site internet, Famille du 8. On peut en effet y lire dans un article mis en ligne le 3 septembre et qui s'adresse aux proches des militaires, n'hésitant pas à leur recommander de demander la protection de l'armée : « Si certains médias viennent vous importuner, n'hésitez pas à contacter le régiment pour vous garantir la tranquillité dont vous avez besoin. » Même hostilité affichée à l'égard des articles parus ces derniers jours dans la presse et en particulier à l'égard de Paris Match qui publie ce jeudi 4 septembre un beau scoop, une interview du chef taliban qui aurait mené l'assaut contre les soldats français le 18 août dernier. « Certaines informations ne peuvent qu'augmenter votre inquiétude. Sachez que seules les informations mises sur le site sont réelles ».

La gueulante d'un général sur le fiasco français en Afghanistan

EMBUSCADE EN AFGHANISTAN LA GRANDE MUETTE N'EST PAS ENCORE LA GRANDE BAVARDE MAIS QUAND UN **GÉNÉRAL** EN RETRAITE RÔDÉ À LA **GUERRE** PREND LA PLUME ET REVIENT SUR L'**EMBUSCADE** EN AFGHANISTAN DU 18 AOÛT DERNIER, ÇA **DÉCOIFFE**.

SARKO EST ARRIVÉ EN AFGHANISTAN !!



Le général de corps d'armée à la retraite François Cann préside l'Amicale des anciens du 8^e Régiment d'infanterie de marine de Castres (RPIMa). Dans une lettre de six pages rédigée le 27 août, il revient longuement sur l'embuscade en Afghanistan qui a coûté la vie à dix militaires français, dont la plupart était issu du 8^e RPIMa. Très remonté, le général Cann n'hésite pas à remettre en cause la tactique militaire employée en Afghanistan pour contrer les Talibans qui « choisissent l'heure et l'endroit où frapper ainsi que leur mode d'action ». Ainsi écrit-il que l'« on sait d'expérience que, contre une guérilla, une opération mécanisée ou motorisée frappe presque toujours dans le vide, tellement ses prémices sont voyants et bruyants et surtout parce qu'elle est liée à un réseau routier précaire. (...) Ces opérations SOP (Standard Ordnning Procedures) de l'Otan sont immuables. Elles se

réalisent toujours de la même manière et interdisent toute initiative ou improvisation. Elles sont stériles. (...) Très sincèrement, les formes d'action en Afghanistan doivent être modifiées du tout au tout. » Décidément en verve, le général Cann fait également part de son amertume quant à l'incapacité, selon lui, de l'armée française à tirer les enseignements du passé. Là encore, il ne mâche pas ses mots : « Dans nos armées, l'expérience n'est pas transmissible. (...) Du fait de son passé militaire, notre pays regorge d'experts mais il ne sait pas en profiter. C'est bien regrettable ».

Autre point de mécontentement : l'utilisation faite du renseignement sur un terrain hostile comme l'Afghanistan. Le général Cann dresse même un bilan sans concession des moyens employés. D'après lui, puisque les satellites ne servent à rien en cas d'accrochage avec des rebelles et que la population afghane,

« terrorisée par les Talibans » ne parle pas, reste ce qu'il appelle les « moyens intermédiaires : forces spéciales dans la profondeur, hélicoptères et drones ». Petit hic : « cette gamme de moyens d'acquisition souffre cruellement d'un déficit grave ». Et François Cann d'enfoncer le clou en écrivant qu'il « est criminel de laisser crapahuter nos unités terrestres en aveugle ». Tout aussi aberrant selon le militaire : le petit jeu de chaises musicales voulant que des unités de combat aient été constituées avec des hommes n'appartenant pas aux mêmes régiments, ce qui était le cas en Afghanistan le 18 août. S'« il y a sûrement de bonnes raisons du moment et de circonstances pour expliquer ce mélange d'unités », François Cann estime néanmoins qu'« il est vital à la guerre de ne pas toucher aux structures qui se sont rodées à l'entraînement ». Voilà qui coule de source... ✱

CATHERINE GRACIET

Drôle de retour français au Proche Orient...

SARKO-TOUR EN DEUX **CONFÉRENCES** DE PRESSE EN **SYRIE**, LE PRÉSIDENT **SARKOZY** S'EST **MIS À DOS** UNE BONNE PARTIE DE LA **PRESSE** ARABE... ET RETOURNÉ LA **DIPLOMATIE** ARABE DE LA FRANCE

Plutôt crispé, Nicolas Sarkozy, lors de ses deux conférences de presse communes avec son homologue syrien, au palais présidentiel de Damas, les 3 et 4 septembre derniers.

La première s'est tenue à l'issue d'un tête à tête d'une heure et demie avec Bachar al-Assad. Distribuant bons et mauvais points à travers une gestuelle désarticulée, le président français commence par le Liban, estimant que Damas a tenu, peu ou prou, ses engagements avec l'échange prochain de représentations diplomatiques entre Syrie et Liban. Mais, « *d'autres avancées doivent être faites* », pondère-t-il sans préciser lesquelles rappelant le ton paternaliste employé par les administrations américaines successives à l'encontre de l'Autorité palestinienne. Au passage, il félicite Bernard Kouchner pour la préparation du sommet. Flatté, ce dernier s'incline avec une emphase plutôt déplacée. « *Ces mecs sont des clowns* », entend-on de la part de plusieurs correspondants de la presse arabe.

Sur la poursuite des pourparlers indirects entre Damas et Tel-Aviv, via Ankara, Nicolas Sarkozy exprime un satisfecit en affirmant que « *la France est disponible pour être l'un des parrains de futures négociations directes, le moment venu et qu'elle fera ce qu'on lui demandera de faire...* » Comprenez qui pourra !

Sur le nucléaire iranien, il continue à coller aux Américains en martelant qu'une « *bombe nucléaire aux mains de Téhéran serait une lourde menace pour la paix mondiale* ». Avec beaucoup de finesse et à travers des gestes maîtrisés, Bachar répond que la Syrie a initié, à plusieurs reprises, des projets de résolutions au Conseil de sécurité des Nations unies afin d'instaurer un moratoire pour toutes les armes de destruction massive au Proche Orient (incluant, bien-sûr, les 200 têtes nucléaires israéliennes), reprenant ainsi une proposition que l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) avait présenté à New York en 1995. On se souvient que Dominique de Villepin, alors ministre

des Affaires Étrangères l'avait reprise à son compte au printemps 2003, à la veille de la seconde guerre d'Irak.

Durant son tête à tête avec Bachar, Sarko lui a remis une lettre de Noam Shalit, le père du soldat « *franco-israélien* » Gilad, détenu par le Hamas dans la bande de Gaza, faisant fi de ce qu'il lui avait déjà dit à Paris en juillet dernier, à savoir que « *seule l'Égypte gérât désormais ce dossier* ». Rares sont les journalistes parisiens à se demander pourquoi le fait qu'un citoyen français ayant choisi de servir dans une armée étrangère, devienne ainsi l'une des

Sur la poursuite des pourparlers indirects entre Damas et Tel-Aviv, via Ankara, Nicolas Sarkozy exprime un satisfecit en affirmant que « la France est disponible pour être l'un des parrains de futures négociations directes, le moment venu et qu'elle fera ce qu'on lui demandera de faire... » Comprenez qui pourra !

Sur le nucléaire iranien, il continue aussi à coller aux Américains.

priorités de la diplomatie sarkozienne. Encore plus rares sont les mêmes journalistes à connaître par son nom de famille, le moindre prisonnier palestinien ou libanais détenu en Israël...

Enfin, pour éviter de manifester trop d'empathie avec son homologue syrien, Sarko finit en saluant le président égyptien Hosni Moubarak qui co-préside l'Union pour la Méditerranée et l'Arabie saoudite, gardienne des lieux saints de l'Islam. Mais sa traductrice personnelle ne reproduit pas ces propos, raison pour laquelle, le président français remettra la même louche, le lendemain après avoir dûment chapitré l'étourdissant. De sources plus qu'autorisées, on affirme même que Sarko a envoyé une lettre personnelle, respectivement au président égyptien et au roi d'Arabie saoudite afin de justifier sa reprise du chemin de Damas.

Format plus large, le lendemain, en présence de l'émir du Qatar et du président turc. Bachar al-Assad commence par souligner la salubrité du Qatar dans

ce sommet « *de dialogue et de stabilité* » qui permet, notamment d'atténuer les bruits de bottes de l'administration américaine finissante, une « *administration éloignée géographiquement et connaissant très mal les subtilités de l'Orient* ». Il réitère son souhait de voir la France et l'Europe jouer le rôle d'un « *parrainage actif* » lorsque sera venu l'heure de pourparlers directs avec Israël, pour l'instant dépourvu de dirigeants politiques responsables, en soulignant qu'il existe un « *parallèle organique entre les avancées sur le volet syrien et le volet palestinien* ». Il rappelle sa position sur le nu-

cléaire iranien en dressant un parallèle des plus pertinents entre le Caucase et le Proche Orient, craignant « *le retour d'une nouvelle guerre froide* » qui pourrait transformer, à nouveau les Proche et Moyen Orient en épices de cette nouvelle confrontation de blocs.

Gonflé de sa présidence européenne, Sarko qui col-

le, là encore à ses « *alliés américains* », a le plus grand mal à formuler une spécificité française, sinon une vision de l'Union européenne apparaissant clairement aux yeux des Orientaux, de plus en plus, comme un cheval de Troie de l'OTAN.

En définitive, sur quoi repose cet étrange « *retour de la France* » au Proche Orient ? Quel est sa signification ? Quels sont ses objectifs et son calendrier ? En dépit de l'obsession du sauvetage d'un soldat « *franco-israélien* », Paris a rétabli sa relation avec Damas après cinq ans de gel chiraque. C'est l'acquis principal de Claude Guéant, le père Joseph d'une politique de sécurité légitimement inquiète des menaces planant sur les intérêts français, en France comme à l'étranger.

En deux mots, à Damas, Sarko a fait le malin, mais sans assurer vraiment... et surtout sans convaincre de la viabilité d'un retour français construit, utile et durable ✱

URIEL DA COSTA

Un conseil des ministres des transports européens anti-écologie

ENCORE VERT C'EST LE **CIRQUE** À LA ROCHELLE ! APRÈS AVOIR ACCUEILLI LE **PSYCHODRAME** DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU **PS**, LA CAPITALE DE LA CHARENTE-MARITIME A ÉTÉ LE THÉÂTRE, LE 1^{ER} ET LE 2 SEPTEMBRE, D'UN CONSEIL DES MINISTRES DES **TRANSPORTS** EUROPÉENS FRANCHEMENT **PAS ÉCOLOGIQUE**. C'ÉTAIT DANS LE CADRE DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'important, c'est l'image. Alors qu'il avait laissé son sous-ministre Dominique Bussereau seul aux manettes le premier jour, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, a rappliqué le 2 septembre à la Rochelle. Pas question de sécher le clou médiatique de cette réunion informelle des ministres des Transports des

les modèles les plus économes en rejet de CO². Évidemment, il fallait bien transporter les délégation à la gare ou à leur hôtel ou encore sur l'Île de Ré où une escapade récréative a eu lieu avec force motards. Mais quand on se pique de protéger l'Environnement, des cars

française » ont été convoyés à vide par 70 chauffeurs depuis la capitale... où elles sont d'ailleurs retournées à vide, « les ministres et leurs suite regagnant leur pays en train ou en avion » explique un participant. Monsieur Borloo, si on faisait le bilan carbone de cette réunion de ministres, qu'est-ce que ça donnerait ? *

ÉMILE BORNE

L'air plus ou moins dégagé, avec leurs gilets fluos, les ministres des Transports encravatés ont enfourché une bicyclette jaune pour s'égayer telle une colonie de gros poussins.

27 États européens : une sortie en vélo venant conclure de dures séances de labeur sur un nouveau type de péage pour les poids lourds, la sécurité maritime ou le transport de camions par navire.

L'air plus ou moins dégagé, avec leurs gilets fluos, les ministres des Transports encravatés ont enfourché une bicyclette jaune pour s'égayer telle une colonie de gros poussins. Bons élèves, ces responsables politiques européens qui prônent le transport vert pour réduire les émissions de CO² ont débarqué la veille en TGV depuis Paris, par le train régulier arrivé à 12h17.

Bel effort d'image orchestré par la présidence française et le ministère de l'Écologie de Borloo. Sauf que les opérations de communication ont toujours leur faille. La terrasse du Conseil général de Charente Maritime - bâtiment où se tenait la réunion des ministres - offrait une vue magnifique sur l'envers du décor. Lors du déjeuner, en jetant un œil en bas, un responsable de groupement professionnel des transports a même failli tomber les quatre fers en l'air.

Au pied du bâtiment, un parking rempli à ras bord de dizaines de limousines gris-sombre sagement rangées : Vel Satis, C6, et autres 807 à gogo. Au total, environ 70 bagnoles mobilisées et pas

Jean-Louis Borloo



auraient sans doute suffi...

Le côté le moins avouable de l'affaire, et le plus cocasse, a été soufflé par l'un des organisateurs de la réunion. Immatriculés à Paris ou en Île de France, ces carrosses estampillés « présidence

"grayaille de l'environnement s'efforçant de devenir aussi grosse qu'un boeuf"

Bye-bye Ehud Barak ?

ISRAËL LE MINISTRE ISRAËLIEN DE LA DÉFENSE ET LEADER DU PARTI TRAVAILLISTE EST DANS LA **TOURMENTE** : SA FEMME EST **SOUPÇONNÉE DE TRAFIC D'INFLUENCE**. DIRE QU'IL VOULAIT REMPLACER LE PREMIER MINISTRE, EHUD OLMERT, QUI SE DÉBAT DANS DES AFFAIRES DE **CORRUPTION...**

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, rêve de prendre la place du Premier ministre, Ehud Olmert, sérieusement embourbé dans des scandales de corruption. Mais, patatras boum boum, voilà que Barak se retrouve lui aussi dans le collimateur de la justice : il est suspecté de « trafic d'influence » !

L'homme par qui ce énième scandale impliquant des politiques arrive est un

Nili Priel-Barak n'a pas hésité à employer les grands moyens pour assurer la promotion de sa société, Taurus.

reporter qui enquête pour la Chaîne 10 de la télévision israélienne. Il y a dix jours, le journaliste a révélé que la femme d'Ehud Barak, Nili Priel-Barak, a utilisé son cabinet de conseil pour vendre à ses clients l'influence et les réseaux dont elle dispose grâce à son mari. Un riche homme d'affaires américain, David Fisher, aurait notamment, moyennant finances, profité des connections gouvernementales d'Ehud Barak.

Nili Priel-Barak n'a pas hésité à employer les grands moyens pour assurer la promotion de sa société, Taurus. Ainsi, sur le site web de celle-ci figurait la publicité suivante : elle « connaît presque tous les 800 à 900 décideurs politiques et économiques en Israël » et peut établir des relations entre ses clients et la fine fleur du gouvernement israélien. Elle se montre encore moins timorée lorsqu'il s'agit d'exiger des sommes d'argent considérables pour ses services : d'abord un paiement de 30 000 dollars rien que pour être affilié à Taurus pour un an. Et si son rôle d'entremetteuse portait ses fruits, madame demandait un pourcentage sur les bénéfices de ses clients dégagés grâce à ses contacts. Rien que cela ! Aux États-Unis, ce genre de pratiques est connu sous le nom de « Pay to Play », payer pour jouer.

Or, selon une règle gouvernementale édictée en 2003, tout ministre et son numéro deux doivent officiellement demander l'aval du contrôleur d'État^[1] avant de se lancer dans une action susceptible d'engendrer un conflit d'intérêt avec son poste de haut fonctionnaire. En septembre 2007, Ehud Barak a donc informé le contrôleur que son épouse allait ouvrir son cabinet de conseil. Mais celui-ci n'a pas donné son feu vert en

raison d'informations manquantes, notamment sur les objectifs de Taurus. Nili Priel-Barak est passée outre cet avis négatif et, par la suite, son mari n'a pas jugé utile de susciter de nouveau l'avis du contrôleur d'État.

Les rumeurs ont alors commencé à circuler dans la presse, alimentées notamment par les accusations d'associations surveillant l'éthique du gouvernement israélien. Celles-ci suspectaient Taurus de n'être qu'une façade servant à récolter des fonds pour les actions politiques d'Ehud Barak et du parti Travailliste en vue des élections anticipées. Une blanchisserie hyper Bcbg, en quelques sortes... Résultat, le couple Barak est aujourd'hui la cible d'une on ne peut plus officielle enquête pour « trafic d'influence ». Ce scandale est sur toutes les lèvres et fait les gros titres des gazettes et des télévisions. Madame Barak a certes mis la clé sous

dont le luxe ne convenait guère au chef d'un parti social-démocrate et membre de l'Internationale socialiste ! Barak n'a, par contre, guère hésité à réclamer 11 millions de dollars lors de la vente de son palais alors qu'il l'avait acquis en 2006 pour « à peine » 2,6 millions de dollars.

Mais étaler ainsi sa richesse et sa gourmandise au beau milieu d'une enquête pour « trafic d'influence » n'est pas seulement un acte de « chutzpah » (effronterie) mais quasiment un suicide politique. Les Israéliens en ont marre de voir l'image de leur pays ternie depuis un an par six enquêtes sur les invraisemblables filouteries du Premier ministre en poste. Ils ne sont tout simplement pas prêts à échanger un Ehud corrompu par un autre du même acabit.

Du coup, Barak est en chute libre dans les sondages. Dans une étude pour le quotidien de référence *Ha'aretz*, publiée le 26 août, les Travaillistes, avec Barak à leur tête ne récolteraient que 12 sièges (sur 120) à la Knesset, le Parlement israélien, contre le parti Kadima, s'il est emmené par Tzipi Livni, la ministre des Affaires étrangères. Si c'est au contraire le faucon ultranationaliste Shaul Mofaz qui emporte les primaires internes à Kadima dans trois semaines et non Livni, Barak récolterait alors un siège de plus.

Mais selon un sondage interne effectué pour le parti Travailliste par Stan Greenberg, l'ancien sondeur de Bill Clinton, et publié dans le *Jérusalem Post* du 28 août, le résultat pourrait même être encore pire. Selon l'étude de Greenberg, les Travaillistes, sous la bannière de Barak, ne pourraient espérer que huit sièges à la Knesset face au Kadima de Lippi et au Likoud de Benyamin Netanyahu. Ce qui signifie que les Travaillistes seraient alors rétrogradés du deuxième parti d'Israël au cinquième. Selon le *Jérusalem Post*, les top ministres et membres de la Knesset travaillistes ont tellement peur de perdre avec Barak qu'ils sont déjà en train de comploter pour le remplacer. « Même si c'est trop tôt pour le faire en public » dit l'un d'entre eux. Bye-bye, Barak ? *

DOUG IRELAND



↑ Ehud Olmert

la porte après toute cette mauvaise publicité mais le mal était déjà fait.

Autre boulette : c'est le moment qu'a choisi Ehud Barak, leader du parti Travailliste, pour changer son image, à l'approche des élections anticipées. Il a ainsi quitté son luxueux appartement de 370 mètres carrés au 31^e étage de la Tour Akirov, à Tel Aviv. Un appartement

[1] En Israël, le contrôleur d'État est censé garantir l'intégrité de l'administration publique. Il reçoit également les plaintes du public contre l'État, puis sert de médiateur.

HONTEUX

L'AGENDA DE PHILIPPE BOUCHER AU PS, **STUPEURS** ET TREMBLEMENTS, LES ÉLÉPHANTS **OUBLIENT** MÊME DE MENTIONNER **EDVIGE**.

Dans cette course à l'échalote qu'est la succession de François Hollande, Martine Aubry dispose d'un allié supplémentaire ; mais en dehors du parti socialiste. Allié de plus inattendu puisqu'il s'agit de Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP, entre autres fonctions. N'a-t-il pas déclaré dimanche 31 août sur RTL que la fille de Jacques Delors était « *le postulant le plus dangereux pour nous* » parmi la quasi demi-douzaine de candidats au poste de premier secrétaire ? Si ce n'est pas une pression sur les adhérents du PS lorsqu'ils feront leur choix à Reims en novembre, ça y ressemble beaucoup.

Pourquoi cet implicite soutien à Martine Aubry, qu'un esprit non prévenu ne peut juger qu'incongru et un brin déplacé ? Pour lui nuire parce que l'adversaire dirait du bien d'elle ? Pour pousser à la désignation de celle qu'il croit, en fait, la plus dangereuse pour son parti ? Ça se pourrait bien. Au Royaume des faiseurs de coups tordus, Patrick Devedjian est de ceux qui sont assis à la droite du Père. Faisons le crédit aux membres du parti socialiste qu'ils ne se laisseront pas prendre à cette intervention de mauvais goût.

D'autant qu'est suffisamment com-

pliquée la situation *intra muros* de ce mouvement qui n'a que trente-sept ans d'âge, puisque créé par François Mitterrand au congrès d'Epinay en 1971, pour qu'un tiers ne vienne pas y mettre son grain de sel. Compliquée, si ce n'est dramatique. Nulle idée, nulle conviction, nulle envie d'améliorer le sort des défavorisés qui apparaîtrait clairement aux yeux de tous dans le pays ; mais le seul souci d'être le chef, le *number one* ! À cette fin, des alliances et des ruptures, parfois simultanées, qui fleureraient bon la comédie de boulevard s'il ne s'agissait de souligner, autrement que par des phrases plates, banales et lacunaires, la désespérante situation des plus démunis, sans même parler de l'inquiétante dégradation des libertés pour laquelle le PS brille par son silence. En dehors de seconds couteaux, il ne s'est guère trouvé de membres de la direction actuelle, sinon très incidemment, pour s'insurger contre le fichier EDVIGE qui, sur le papier, menace tout habitant de plus de treize ans de se retrouver fiché. En toute dernière extrémité, il a fallu que François Bayrou se manifeste sans détour sur le sujet pour que le PS l'imite et demande, deux mois après sa publication le retrait du texte!

Il existe pourtant en France une grosse

partie de la population qui représente un courant de pensée et de réflexion qu'on identifie sous le nom de « gauche ». Mais quel parti peut de nos jours prétendre qu'il est le porte-voix de ce courant ? Certainement pas le PS, perdu de nombrilisme.

S'étonnera-t-on alors qu'Olivier Besancenot fasse son marché auprès d'électeurs que l'on peut dire en déshérence ? François Hollande aurait mieux à faire que de traiter par la condescendance l'entreprise de cet homme-là. Le comportement des dirigeants socialistes est tout bêtement honteux. Excessif ? Pas plus que lorsque Laurent Fabius, lundi, encore sur RTL, qualifie la direction du PS de « *pétaudière* ». Ah, bien sûr, à Reims, un nom sortira du chapeau. Mais au prix de quelles promesses volatiles, de quelles alliances contre-nature ? L'élu de ce moment-là s'imaginera-t-il que tout est instantanément oublié des manœuvres qui ont permis son élévation ? Se sentira-t-il sacré à l'image des rois de France qui s'y sont fait couronner (à l'exception d'Henri IV et de Louis XVIII) ? On voudrait, dès maintenant, donner à la droite une victoire de plus en 2012 qu'on ne s'y prendrait pas autrement ✱

PHILIPPE BOUCHER

En Afrique, francophone surtout, c'est-à-dire au Maghreb et dans tous les pays que l'Empire du Kaïser Sarkoco des Gaulois a occupé et colonisé autrefois, on se tire-bouchonne de rire en suivant les péripéties de l'existence trépidante et dangereuse en Corse du visiteur Jacquouille la fripouille, alias Clavier Christian.

Cet ancien communiste révolutionnaire par ailleurs et parfois saltimbanque de talent et surtout avec Charon et Mano passe pour être devenu depuis peu, le grand ami et le bouffon du Kaïser Sarkoco et de la primadonna, la chansonnetteuse Carla. Avant ses mésaventures dans les lotissements de Camille de Rocca Serra à Porto Vecchio, Clavier, malgré l'attachement avec le Kaïser Sarkoco à l'ineffable Georges W. Bush, s'était déjà fait valdinguer in United States of America où Jacquouille des *visiteurs 3* in Américain language avait fait un flop retentissant.

Le Napoléon de Mister Jacquouille n'avait pas connu non plus un succès fracassant et, en emmouscaillant la Marée-Chausée Corse, Nicolas Clavier et Christian Sarkozy se rapprochent de Sainte Hélène et s'éloignent de l'Île de Beauté...

Les indépendantistes corses qui défendent le poulagat Rossi, on a peut-être pas encore tout vu : qui sait si après la fantasia chez le plouc Clavier, Medvedev et Poutine Super Tsar ne vont pas décréter l'indépendance unilatérale de la République Corse !

Ah ces pauvres Gaulois ! Voilà que leur Kaïser Sarkoco fait

des moulinets en compagnie du portugais Barroso, en tentant de piquer avec une épingle le gros ours russe qui vient d'opérer prestement une double annexion : *anschluss zwei mal ! Bitte-schön !*

Les 27 européens réunis à Bruxelles, une fois, ont décidé de « retrouver la raison » - dicit Poutine -, en décidant de ne rien décider et surtout de ne pas préconiser de sanctions contre l'Empire russe. Les géorgiens n'ont qu'à aller se « rhabiller », avec un ami européen comme Sarkozy, pas besoin d'ennemi !

Seul le policier Rossi exilé de Corse sur le continent a compris ce qu'est un crime de lèse-copain de sa majesté. Mais comme les cris du président géorgien Saakachvili se perdent dans les brumes de l'Ossétie, les borborygmes du révolté agent Rossi s'évaporent dans les couloirs de l'inspection générale de la police où l'on entend maugréer : Jacquouille ! Pace i saluté ✱

S.A.R LE PRINCE POKOU

LE PRINCE POKOU
CHRONIQUE

J'accueille

P.S. : Le Prince Poniatowski, le Duc de Rohan qui président les Affaires Etrangères au Parlement français pourraient préciser au monde ce que la soldatesque de Sarkoco fait en Afghanistan !

P.P.S. : En Algérie, en s'obstinant, Mollet, Bourges et Max Lejeune s'embourbèrent.

P.P.P.S. : Dans son coup d'état permanent contre le peuple algérien, Mitterrand contribua, merci, à faire revenir le Général de Gaulle.

La Fédé de foot, repaire de journalistes

FOOTBALL LA FÉDÉ DE FOOTBALL A LONGTEMPS FAIT BÉNÉFICIER LES SALARIÉS DU SIÈGE DE LA FÉDÉRATION... DU STATUT DE JOURNALISTE.

Décidément, la Fédération Française de Football ne cessera jamais de surprendre. Première fédération sportive française par son effectif, la 3F sait prodiguer coups de théâtre et de gueule : on se souvient encore de l'arrivée peu glorieuse « à la fraîche », de son ex-président, Claude Simonet à la Brigade Financière de Paris le 2 février 2006, et de son placement en garde à vue pendant une courte et mémorable journée. De sa condamnation en avril 2007 à six mois de prison avec sursis, et 10 000 euros d'amende en compagnie de son compère Bernard Bacourt, toujours fidèle au poste, pour quelques menus faux dans les comptes de la Fédé. Ou encore de la perquisition menée dans les locaux de la grande famille du football français 4 jours après l'entrée en fonction de son nouveau président Jean-Pierre Escalettes, dont on ne compte plus les déclarations publiques commençant par « J'en ai marre ». « J'en ai marre d'entendre sans arrêt que le foot est pourri par les affaires » (interview à *Marianne*, samedi 26 février 2005). La dernière espièglerie de la FFF ne se cache pas là où on l'attendait : le 4 juillet, le président Escalettes s'est livré au siège de la Fédération, à une grande explication de gravure médiatique. Il en est ressorti qu'il ne fallait pas jeter le sélectionneur Domenech avec l'eau des douches et que Boulevard de Grenelle, on n'avait pas pour habitude de gouverner avec l'opinion publique et les médias. Tout au plus, a-t-il ajouté sans rire « il faudrait peut-être revoir la communication du sélectionneur ». Touchant. À la Fédé, la com' c'est pourtant ce qu'on maîtrise le mieux, et pour cause. Pendant des lustres et au moins jusqu'en 2006, le personnel salarié de la Fédération relevait, tenez-vous bien, de la convention collective de la Presse Quotidienne Parisienne ! Pendant des

années, les Simonet et autre Escalettes ont donc dirigé, à l'insu de sa concurrente, l'Agence France Presse, la plus grosse agence de presse parisienne. Comme chacun sait, la convention collective à laquelle est rattachée une entreprise ou une association dépend principalement de son activité. Pour la FFF, la palette des choix était large : la convention collective des entreprises artistiques (code 3226) aurait parfaitement fait l'affaire. À la rigueur, celle du bricolage (code 3232) diront les esprits chagrins, voire même celle de l'industrie cinématographique (code 3174). Celle des entrepreneurs de spectacle (3277) pouvait aussi se justifier, presque autant d'ailleurs que celle des Parcs de loisirs et d'attraction (3613).

Plus sérieusement, la Convention Collective des Personnels des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire (3301) semblait s'imposer d'elle-même.

Interrogée par *Bakchich*, la fédération et sa direction des ressources humaines ont gentiment répondu « qu'ils ne répondraient pas mais que vous pouvez envoyer un fax ». Il est des démentis plus cinglants...

Il faut donc croire qu'à la Fédé on était plus préoccupé par les bons mots que par le Beau Jeu. Plus surprenant encore, personne, au ministère de la Jeunesse et des Sports, ne semble s'être ému de cette incongruité permanente, jusqu'à ce qu'il y soit mis un peu d'ordre, très récemment, sous la bienveillante incitation du directeur Lambert. Il serait intéressant de savoir si le personnel concerné a discrètement bénéficié, pendant toutes ces années, du régime fiscal des journalistes, lequel n'exige pas la détention de la carte d'identité de journaliste professionnel. A la FFF on a longtemps apprécié les bonnes lectures : la Convention Collective des Mé-



tiers du football certes, mais surtout à l'usage de ces charmants jeunes gens en short et crampons. Au siège semble-t-il, c'était plutôt l'instruction ministérielle du 24 juin 1999 sur l'exercice effectif de la profession de journaliste... ✱

WOODWARD ET NEWTON

OURS

Directeur de la rédaction : Nicolas Beau

(beaunicolas@hotmail.fr) / **Directeur-adjoint**

de la rédaction & Directeur de la publica-

tion : Xavier Monnier (xm@bakchich.info) /

Comité éditorial : Philippe Labarde (Prési-

dent), Éric Laurent, Jacques-Marie Bourget /

Rédacteur en chef : Laurent Léger (ll@bak-

chich.info) / **Directeur artistique :** Guillaume

Barou (gb@bakchich.info) / **Maquettiste :**

Émilie Parrod / **Directeur Général :** Philippe

Schwartz / **M. Opérations spéciales :** Ber-

trand Rothé (br@bakchich.info) / **Responsable**

administratif et financier : Eric de Saint-Lé-

ger (daf@bakchich.info) /

Relations publiques : LP Conseils /

Rédaction : Sébastien Fontenelle, Anne Giu-

dicelli, Catherine Graciet (chef du service in-

ternational), Maïté Labat / Eric Laffitte, Simon

Piel, Virginie Roëls (vidéos), Marion Mourgue,

Bertrand Rothé, Anaëlle Verzaux / **Dessina-**

teurs : Baroug, Cacatie, Mor, Khalid, Kerleroux,

Morvandiau, Nardo, Soularue...

Bakchich est édité par le **Groupe Bakchich**,

SARL de presse au capital de 1000 euros. **Siège**

social : 118-130 avenue Jean Jaurès 75019 Paris

chez ABC Liv

Tous les textes et dessins sont © *Bakchich* et/ou leurs auteurs respectifs.

S'ABONNER, UN GESTE D'AMOUR

Bakchich est gaïement imprimé chez CopyTop, (18 rue du fbg Poissonnière, 75009)

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

☐ Un an / 100 euros ☐ 6 mois / 60 euros
☐ 3 mois / 35 euros
☐ Soutien (un an) / beaucoup plus

Remarques pertinentes :

Bakchich c/Kino | 133 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris

**PROCHAIN
NUMÉRO
LE 12 SEPTEMBRE**

WWW.BAKCHICH.INFO